



LOI SÉCURITÉ GLOBALE : RIEN N'EST JOUÉ !

TOUS EN MANIFESTATION, SAMEDI 16 JANVIER !

Depuis le 17 novembre dans plus de 150 villes de France des rassemblements dénonçant la fuite en avant répressive et liberticide du gouvernement ont eu lieu, à l'appel d'une coordination large d'associations, de familles de victimes des violences policières et d'organisations syndicales. Des centaines de milliers de manifestant-es sont déjà descendus dans la rue avec pour seules réponses volonté de passage en force et répression accrue.

Les unions régionales CGT, FO, FSU et Solidaires avec les mouvements de jeunesse UNL et UNEF considèrent pourtant que rien n'est joué et appellent en conséquence à rejoindre la manifestation parisienne prévue samedi 16 janvier à 14h, de Daumesnil à la Bastille.

Les URIF condamnent la stratégie de la « terre brûlée » du préfet de police de Paris et du ministre de l'Intérieur, qui depuis des mois entravent délibérément le droit à manifester en envoyant les forces de police couper les cortèges, les bloquer, gazant, nassant, multipliant violences et arrestations, allant, comme le 5 décembre dernier jusqu'à cibler les services d'ordre et attaquer les véhicules syndicaux dûment identifiés, qui est mise au grand jour au travers de prises de vues et de reportages.

Les URIF dénoncent en particulier la répression qui s'est abattue il y a quelques jours à l'université de la Sorbonne où des étudiants ont été placés en garde à vue pour des motifs arbitraires, alors qu'ils ne demandent qu'à retrouver leurs cours en présentiel, condition pour passer des partiels en présentiel.

Le 24 novembre, 338 député-es de la République se sont déshonoré-es en votant, en première lecture, un projet de loi dite de « sécurité globale » qui laisseraient impunies les violences policières en interdisant toute image d'un fonctionnaire de police en opération et en muselant la presse.

La défenseure des droits, l'ONU, la commissaire européenne aux droits de l'homme... le spectre des condamnations est de plus en plus large. Mais il est probable qu'elles ne suffiront pas d'autant que les articles incriminés vont être réintroduits dans la loi sur le séparatisme, dite loi « confortant les principes républicains ».

C'est bien le rapport de force pour exiger le retrait des textes et décrets liberticides qui peut faire renoncer ce gouvernement dans ces projets liberticides : et c'est possible !

Les unions régionales CGT, FO, FSU et Solidaires avec les mouvements de jeunesse UNL et UNEF ne peuvent accepter de tels reculs démocratiques. Fichage étendu, surveillance généralisée, contrôle des manifestations par drones, SNMO (schéma national du maintien de l'ordre) visant notamment à exclure les preneurs d'image non professionnels, tant que ces textes et mesures liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés.

Aujourd'hui, rien n'est joué, l'heure est à la mobilisation la plus large pour la défense de nos libertés.

Les Unions régionales CGT, FO, FSU, Solidaires, UNL et UNEF appellent à manifester le samedi 16 janvier à Paris à 14h.

Départ Place Félix Eboué (métro Daumesnil) vers la place de la Bastille.